



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

## **SERVICE DES DOMAINES**

**(Direction générale des impôts, 1868-1993)**

### **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Estelle Baudet

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## **Table des matières**

|   |    |
|---|----|
| Domaine immobilier métropolitain et ultra-marin.....                      | 6  |
| Redevances domaniales.....  | 10 |
| Domaine immobilier dans les pays étrangers.....                           | 11 |
| Domaine mobilier.....   | 11 |
| Domaine routier.....  | 11 |
| Domaine minier.....   | 11 |
| Domaines forestier et agricole.....                                       | 12 |
| Domaine maritime.....   | 12 |
| Fonctionnement et réformes de la direction générale des impôts (DGI)..... | 13 |
| Fonctionnement du service des Domaines.....                               | 14 |
| Décentralisation.....   | 15 |

**Référence**

B-0065363 - B-0065394

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Service des Domaines

**Dates extrêmes**

1868-1993

**Noms des principaux producteurs**

Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre

**Importance matérielle**

32 boîtes, soit 3,86 mètres linéaires

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements des 12/10/1995, 10/02/1997 et 11/02/1999 portant les références PH 007/95, PH 028/97 et PH 034/99.

**Historique du producteur**

Héritier de l'administration générale des Domaines et Droits domaniaux, initiée par Necker, l'enregistrement est organisé en régie (décret des 9-15 mai 1791, décret des 18-27 mai 1791), puis érigé en direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre (arrêté du 20 septembre 1801). De 1817 à 1878, cette direction reçoit les attributions de l'administration des forêts. En 1848, elle est remplacée par une simple direction, puis rétablie comme direction générale en 1851.

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines à partir du 31 décembre 1952. Celui-ci

voit alors son rôle se réduire progressivement à la gestion des procédures (évaluation, enregistrement, vente et législation).

En application du décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la DGI à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale, il est remplacé par le Service France Domaine, auquel se substitue la direction de l'immobilier de l'État (DIE) en 2016. Tout en conservant l'intégralité du périmètre des missions relatives à la politique immobilière de l'État et à la gestion et l'évaluation domaniales, la DIE est notamment chargée de la gouvernance de cette politique immobilière et du pilotage de l'instance unique qui s'est substituée aux différents comités nationaux relatifs à cette politique publique.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des documents relatifs au suivi des différents domaines publics administrés par le service des Domaines (immobilier, mobilier, maritime, agricole, etc...). Le domaine public de l'État est constitué de biens immobiliers qui appartiennent à l'État et sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public. Des biens mobiliers peuvent également appartenir au domaine public. Dans ce cas, le bien doit appartenir à une personne publique et présenter "un intérêt public du point de vue de l'histoire, de l'art, de l'archéologie, de la science ou de la technique". On peut également distinguer les éléments du domaine public selon leur caractère naturel ou artificiel et selon leur position géographique : domaine public maritime, fluvial, routier...

On trouve également dans ce fonds des dossiers concernant le fonctionnement de la DGI et du service des Domaines et les réformes qui leur sont apportées, notamment suite à la décentralisation des années 1980.

### **Indexation**

Domaine public

**B-0065363/1 – B-0065373/1, B-0065376, B-0065378/1**

Domaine immobilier métropolitain et ultra-marin.

1888-1993

**B-0065363/1**

Occupation précaire de terrains domaniaux à Chevilly-Larue (1989) ; bail précaire d'un immeuble à Bourges à une association caritative (1981-1989) ; bail précaire du palais de Chaillot à la fondation France-liberté (1988) ; convention État - union des arts décoratifs sur le pavillon Marsan (1950-1976) ; projet de convention de gestion du jardin de l'intendant à l'Hôtel des Invalides (1978-1983) : loi, convention, correspondance.

1950-1989

**B-0065363/2**

Dotation de trois domaines à l'institut national de la recherche agronomique (1964-1971) ; dotation à l'institut géographique national (1954-1971) ; dotation au théâtre de l'est parisien et au théâtre national de Strasbourg (1972-1973) ; dotation à l'immeuble "hôtel de Noirmoutier" à paris (1970-1980) ; dotation à l'observatoire de paris (1980-1982) ; dotation à l'école nationale de l'administration (1969-1972) ; dotation à l'institut international d'administration publique (1959-1977) ; dotation aux résidences universitaires (1960-1973) : décrets, plans, correspondance.

1954-1982

**B-0065363/3**

Acquisition de l'immeuble 235 faubourg Saint-Honoré affecté à la Cour des comptes (1944-1977) ; acquisition de l'hôtel Matignon (1888-1949) ; acquisition de l'hôtel de Clermont rue de Varenne (1947-1966) ; acquisition d'un terrain appartenant à la SEITA (1961-1980) ; acquisition d'un immeuble rue Saint-Dominique (1969-1973) ; acquisition d'un immeuble avec affectation à la Société asiatique (1965-1983) ; projet d'acquisition d'un immeuble à Paris dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement : mémoires en défense, testament, projet de convention, décrets, correspondance (1983-1984).

1888-1984

**B-0065364/1**

Cession en vue de la création du musée d'Orsay (1898-1982) ; cession à l'agence internationale pour le développement des études et des stages (1962-1982) ; cession à l'établissement public pour l'aménagement de la région de la défense (1977-1991) ; proposition de cession des magasins des tabacs à Nanterre (1983-1986) ; cession de l'immeuble de la maréchale de Lattre de Tassigny (1971-1972) ; cession d'un droit de passage (1906-1966) ; cession d'immeubles de la société nationale des chemins de fer français (SNCF) (1961-1963) ; cession de terrains à la ville de Rueil-Malmaison (1987-1989) ; cession de terrain pour la création d'une station de ski (1970-1973) : décrets, traité, articles de presse, plans, correspondance.

1898-1991

**B-0065364/2**

Vente de l'immeuble domaniale 1 rue de la banque (1953-1975) ; vente d'un terrain du Mont-Valérien à la ville de Rueil-Malmaison (1959-1983) ; vente de terrains pour la construction académique de Nice (1984-1985) ; vente d'un immeuble de l'association sociale des déficients moteurs à Saint Privé Saint Mesmin (1985-1990) : acte de vente, arrêté, plans, correspondance.

1953-1990

**B-0065365/1**

Location au collège Sainte Barbe (1897-1977) ; location de l'hôtel de Vigny et de l'hôtel de Croisille (1965-1968) ; location à la défense de l'immeuble "la forêt" à Fontainebleau (1975-1983) ; location à la mutuelle familiale France et outre-mer (1960- 1979) : convention, factures d'entreprises, correspondance

1897-1983

**B-0065365/2**

Location à l'Unesco (1946-1979) ; location à l'hôtel Majestic (1946-1967) ; location au centre d'étude des revenus et des coûts (1981) ; location à l'union internationale des architectes (1972-1979) ; location au foyer franco-libanais (1937-1962) ; location à l'institut pédagogique national (1967-1968) ; location à la délégation du district de la région de paris (1963-1967) : loi, correspondance.

1937-1981

**B-0065366/1**

Bail emphytéotique et cession à la SNECMA à Paris (1949-1978) ; bail emphytéotique à l'institut du monde arabe (1971-1983) ; bail emphytéotique à la ville de paris (1971) ; bail emphytéotique au bureau de recherches géologiques et minières (1985-1990) ; bail emphytéotique de terrains à la Croix-Blanche-Chatenay-Malabry (1981) ; bail emphytéotique à l'union internationale des chemins de fer (1958-1962) : contrats de location, convention, arrêtés, correspondance.

1949-1990

**B-0065366/2**

Bail emphytéotique, société HLM terre et famille à paris (1959-1970) ; société HLM des fonctionnaires et anciens combattants à paris (1961-1968) ; société HLM toit et joie à paris (1988-1990) ; société HLM Logirep à paris (1968-1971) ; société COFIMEG à Vanves (1990) ; société HLM résidences à Paris (1966-1969) ; société HLM résidences à Fresnes (1988-1990) ; société HLM résidences à Paris (1958-1967) ; société CIFN au Havre (1987-1990) : contrat de location, correspondance.

1959-1970

**B-0065366/3**

Bail emphytéotique SNI, ensemble domanial à Paris (1969-1987) ; ensemble domanial à Longvic (1974-1992) ; ensemble domanial à Montigny-le-Bretonneux (1988-1990) ; ensemble domanial à Charenton-le-Pont (1988-1989) : convention, contrat de bail, correspondance.

1969-1992

**B-0065367/1**

Affectations, installations sportives dans les établissements scolaires (1963-1978) ; immeubles au ministère des affaires étrangères (1946-1968) ; Hôtel de Noailles (1971-1980) ; Hôtel de Sens à la présidence du Conseil (1950-1957) : loi, décrets, arrêtés, articles de presse, correspondance.

1946-1980

**B-0065367/2**

Transfert, immeubles entre établissements publics d'enseignement supérieur (1952-1979) ; transfert à l'État d'un immeuble du bureau d'investissement en Afrique (1964) ; ensemble immobilier place de la bourse à l'agence France presse (1957-1968) : loi, convention, décret, correspondance.

1952-1979

**B-0065367/3**

Location à l'organisation européenne de coopération économique (1951-1952) ; location par l'État d'un immeuble Boulevard Pereire (1977-1978) ; location à l'agence foncière et technique de la région parisienne (1967-1982) ; location à l'institut de recherche économique et sociale (1982-1983) ; location à l'association "aide aux anciens" (1974-1979) ; location à la société Fulgence et Cie (1959-1966) ; location du quai de l'archevêché à la ville de paris (1959-1962) ; location au ministère des armées (1963-1966) ; location à la cour de sûreté de l'État (1973-1976) : correspondance.

1951-1983

**B-0065367/4**

Mise à disposition d'un immeuble (1931-1969) ; demande de simplification en matière de dotation au ministère de l'éducation (1978) ; intégration des établissements d'enseignement privé dans le public (1960) ; remboursement de frais pour reconnaissance de droit de propriété (1985-1986) ; situation juridique d'un appartement de l'ambassade d'Algérie (1951-1965) ; aménagement d'un immeuble domanial à Paris (1963-1987) ; demande de paiement de travaux d'un immeuble de l'état (1966-1986) ; immeuble réclamé par un syndic (1978-1979) ; adhésion à une association syndicale pour la gestion des biens de l'état (1985) ; acquisition de l'immeuble de la Présidence (1967) ; modification d'un statut d'une concession immobilière (1979) ; adhésion de la Poste à un syndicat de copropriétaires (1958-1986) ; demande de mise à disposition de l'ATSCAF d'un local à Digne (1985-1986) ; autorisation d'une servitude de passage à Montreuil (1972-1973) ; indemnisation pour attribution de locaux (1991) : correspondance.

1931-1991

**B-0065368/1**

Aliénation, ministère de la construction (1959-1961) ; domaine privé de l'État (1956-1960) ; maisons pénitentiaires (1960-1971) ; immeubles désaffectés de l'aéronautique (1960) ; domaine interarmées (1958-1960) ; affaires étrangères (1959) ; éducation nationale (1959) ; agriculture (1959-1960) ; santé (1959) ; intérieur (1959) ; compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy (1960) ; ministère de l'équipement (1967) ; ministère chargé des départements d'outre-mer (1967) : correspondance.

1956-1971

**B-0065368/2**

Aliénation de l'immeuble occupé par l'institut des sourds muets (1923-1959) ; aliénation des bâtiments de l'ancienne base aéronautique de Châteauroux (1984-1989) ; aliénation d'un immeuble 24 rue Bonaparte à Paris (1986) ; aliénation de l'immeuble sis 12 rue des écoles à Paris (1961-1981) ; aliénation d'un immeuble de l'institut national de la recherche agronomique (1936-1985) : loi, correspondance.

1923-1989

**B-0065369/1**

Classement de sites domaniaux, réserve nationale de Camargue (1957-1976) ; projet de réserve naturelle des sites géologiques dans l'Essonne (1983-1985) ; site de Rochambeau dans le Loir-et-cher (1981-1990) ; parc du château de la Celle-Saint-Cloud (1983-1985) ; mur des fédérés à Versailles (1984) ; gorges de la Creuse (1990) ; enquête publique sur les carrières souterraines de Meudon (1984) : loi, décret, arrêté, correspondance.

1957-1990

**B-0065369/2**

Domaine dans les départements et territoires d'Outre-mer. - Représentation du domaine dans les territoires d'Outre-mer (1950-1984) ; représentation du domaine dans le territoire des Afars et Issas (1962-1977) ; projet de rapport sur les départements d'Outre-mer (1974) ; gestion de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe (1953-1979) ; concession à la société des eaux vives des bains chauds à Saint-Claude en Guadeloupe (1957-1975) ; transfert de budget à l'aviation civile de l'île de Wallis (1973) ; mise en place d'un fichier en Nouvelle Calédonie (1975) ; réorganisation du bureau minier de la France d'outre-mer (1959) ; cession de matériel en Guyane entre ministère et personne privée (1972) ; transfert de réseaux de télédiffusion (1955-1980) : loi, décret, arrêté, correspondance.

1950-1984



**B-0065370/1**

Limitation d'extension des locaux industriels et bureau en région parisienne, loi du 2 août 1960 (1960-1961) ; décrets d'application de la loi (1960-1962) ; création d'un établissement public foncier pour l'aménagement de la région parisienne (1961-1962) ; transfert d'installation à l'intérieur de la région parisienne (1962-1971) ; locataires industriels expropriés (1963-1964) ; relogement des personnes expropriées et protection des espaces verts (1973) ; modifications de la perception de redevance (1980-1984) ; recouvrement des redevances non liquidées dans un délai d'un an (1960-1963) ; aménagement du taux de la redevance et de la prime (1964-1965) : travaux préparatoires, lois, décrets, projets de circulaire, correspondance.

1960-1984

**B-0065371/1**

Contrôle de la cour des comptes, exploitation du tableau général des propriétés de l'État (1974-1987) ; rapport Melka du 9 avril 1979 (1979) : référé de la cour des comptes, correspondance.

1974-1987

**B-0065371/2**

Logements domaniaux, réforme des concessions de logement accordée aux fonctionnaires de l'État (1949-1986) ; attribution d'un logement gratuit à la veuve du maréchal Juin (1948-1967) : loi, décret, correspondance.

1948-1986

**B-0065371/3**

Contrôle de la cour des comptes, rapports et référés : Parc de la Villette (1986), Syndicat mixte de Chamrousse (1989), centre hospitalier du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen (1989), services sociaux du ministère de l'Intérieur (1970-1984), service technique des poudres et explosifs (1970-1978), Ecole nationale des chartes (1977-1980), les CODEC (1987), recherche en matière de sécurité routière (1987), Camp de Voluceau (1987), opérations immobilières de l'Industrie et de la recherche (1982-1990), Bibliothèque Nationale (1984-1989), l'ONISEP (1984-1989).

1974-1990

**B-0065372/1**

Instances judiciaires, recours devant le tribunal administratif d'Orléans pour un litige de délimitation de terrains (1955-1961) ; assignation devant le tribunal civil pour litige de délimitation de terrains (1958) ; assignation devant le tribunal de grande instance de Nevers pour réparation de dommages causés par la Loire (1978) ; instance contre l'agence judiciaire du trésor par la ville de Vincennes (1978-1983) ; jugement du tribunal administratif de Grenoble suite à contestation d'un ordre de recettes (1958-1984) ; assignation devant le tribunal de grande instance d'Evreux suite à expropriation (1939-1977) ; recours devant le tribunal administratif de Besançon suite à expropriation (1973-1985) ; requête devant le tribunal administratif de Marseille suite à contestation de redevance (1986-1987) ; jugement du tribunal administratif de Nice sur un litige de délimitation de terrain (1956-1985) : jugements, mémoires, loi, décret, correspondance.

1939-1987

**B-0065372/2**

Instances judiciaires, décision du Conseil d'État suite à une demande d'acquisition de terrain (1982-1983) ; décision du conseil d'état suite à un litige de dépendance communale (1982-1984) ; décision du conseil d'état sur un litige commune de Sisteron - État (1985) ; décision du conseil d'état relative à une contravention de grande voirie (1972-1973) ; décision du Conseil d'État suite au litige sur la concession du port de plaisance à Villeneuve-Loubet (1969-1988) ; requête au Conseil d'État suite à un problème de redevance au port de plaisance de Saint-Raphaël (1980-1987) ; arrêt de la

cour de cassation suite au litige sur une parcelle du domaine maritime (1948-1985) : jugements, décisions, arrêts.

1948-1988

**B-0065373/1**

Domaine de l'État, transfert de gestion d'un central téléphonique (1971-1978) ; location de sièges publics au jardin du Luxembourg (1949-1960) ; location de sièges aux Tuileries (1948-1968) ; contrôle financier de l'état sur la gestion d'un haras confiée au département (1982-1985) ; convention de gestion entre état et commune (1980-1988) ; échanges de biens immeubles entre l'état et une société (1978-1985) ; suppression de convention à la compagnie de la Crau (1940-1989) ; zone de préemption au profit du département (1960-1961) ; créances domaniales irrécouvrables (1963-1974) ; projet de loi sur la création d'une agence autonome des biens et droits des rapatriés (1957-1962) ; exposition universelle de 1989 (1982-1983) : correspondance.

1940-1989

**B-0065376/1**

Domaine militaire, groupement industriel des armements terrestres (1929-1989) ; réorganisation du comité interarmées du domaine militaire (1960-1993) ; transactions commerciales d'aéronefs (1965-1977) ; rétablissement au budget des armées des produits d'aliénation (1958-1980) ; déclassement du domaine militaire (1960-1961) ; conservation des postes électro-sémaphoriques (1956-1957) ; péréquation des loyers et redevances des logements militaires (1947-1962) : loi, travaux préparatoires, décrets, correspondance.

1929-1993

**B-0065376/2**

Biens mis à disposition de l'État allemand pour services et manœuvres (1960-1976) : protocole d'accord et accord franco-allemand, projet de loi, correspondance.

1960-1976

**B-0065378/1**

Projet de loi modifiant les articles L27 bis et L27 ter du code du domaine de l'État (1962-1980) ; rétablissement des produits des aliénations aux ministères concernés (1956-1971) ; compétence du domaine et représentation en justice (1943-1962) ; programmes d'action concernant le domaine (1981-1982) ; rapport Armand-Rueff (1960) ; modification du statut de l'hôpital de La Tour - Haute-Savoie (1980) ; projet de cession gratuite de l'hôpital André Bouron - Guyane (1980-1981) ; demande de transfert à l'État de l'hôtel Martinez à Cannes (1979) ; estimation des immeubles de l'union des groupements d'achats publics (1986) ; exploitation par le département de l'Isère des chemins de fer de la Mure (1974-1988) : projet de loi, projet de loi de finances, correspondance.

1943-1988

**B-0065374/1 - B-0065375/1**

Redevances domaniales.

1947-1987

**B-0065374/1**

Régime des obligations cautionnées (1985) ; redevance des activités réglementées (1950-1973) ; majoration des redevances des logements militaires (1963-1966) ; recouvrement au profit de la direction des études et fabrications d'armement (1961) ; délégation de pouvoirs en matière de recouvrement (1963-1985) ; redevances dues par les débitants de tabac (1982-1983) ; forclusions encourues suite aux retards postaux (1968-1970) ; fiche relative aux délais de prescription (1980) ; annulation de certificats d'insolvabilité (1965) ; frais de recouvrement dus par les collectivités locales (1984) ; taxe perçue au profit d'une ville (1977) ; tarifs applicables pour les redevances dans les

départements (1956-1958) ; actualisation des seuils en matière de redevance (1980-1985) : correspondance.

1956-1985

**B-0065374/2**

Recettes domaniales dites de poche (1974-1980) ; abandon du recouvrement de faible importance (1972-1973) ; paiement des redevances par timbres fiscaux (1959-1983) ; recherche d'économie en matière domaniale (1980) ; recouvrement au fonds national d'aménagement du territoire (1950-1962) ; intérêts moratoires (1951-1985) ; incidence du nouveau franc sur les recouvrements (1959) ; arrondissement des recettes au franc inférieur (1980-1982) ; redevance symbolique du musée Rodin (1980-1981) ; liquidation des dépenses domaniales (1947-1960) : décret, correspondance.

1947-1985

**B-0065375/1**

Révision des redevances (1948-1959) ; modification de certains articles du code du domaine de l'État (1953-1983) ; mesures de simplification des travaux des services fiscaux (1979-1987) ; projet de documentation sur l'avis de mise en recouvrement (1983-1984) : loi, projet de décret, circulaire, fiches techniques, correspondance.

1948-1987

**B-0065369/3**

Domaine immobilier dans les pays étrangers. - Tableau général des propriétés de l'État en Syrie (1949-1975) ; pieux établissements de France à Rome et Lorette (1956-1971) ; mobiliers à aliéner par le trésorier payeur général à l'étranger (1972) ; amende due par un particulier au domaine de Pondichéry (1955) ; état des biens au Liban (1949-1974) ; tableau général des propriétés de l'État en Guinée (1978-1985) ; tableau général des propriétés de l'État au Cambodge (1955-1975) : correspondance.

1949-1985

**B-0065377/1**

Domaine mobilier. - Vente et remise en circulation des véhicules de l'administration (1954-1983) ; remise au domaine de véhicules flottants en vue de leur vente (1975-1976) ; vente d'un appareil photographique provenant de l'étranger (1966) ; vente d'un véhicule à un particulier (1989-1990) ; vente d'une machine à timbrer (1970-1990) ; vente de véhicules (1990) ; vente de mobilier de l'État (1949-1967) ; rapport sur le fonctionnement des commissariats aux ventes (1965) ; fonds de revalorisation suite à un sinistre causé par un véhicule terrestre (1988-1989) : décret, correspondance.

1949-1990

**B-0065377/2**

Domaine routier. - Péage sur les ouvrages d'art communaux (1987-1988) ; harmonisation des transports ferroviaires et routiers (1960) ; redevances pour les entreprises de tonnage de transport public routier (1962-1963) ; droit fixe sur les autorisations de voirie (1970-1971) ; contraventions de grande voirie (1977-1978) : décret, projet de loi, correspondance.

1960-1988

**B-0065379/1 - B-0065379/2**

Domaine minier.

1955-1991

**B-0065379/1**

Redevance des concessionnaires de mines d'hydrocarbure (1955-1972) ; stockage souterrain des produits chimiques de base (1958-1973) ; extension de la législation aux établissements dangereux (1960-1975) ; prévention des risques sismiques (1989-1991) ; prévention de la pollution marine (1974-1976) ; gisements marins (1969-1976) : ordonnance, lois, projets de décret, correspondance.

1955-1991

**B-0065379/2**

Autorisation et exploitation des carrières (1971-1980) ; titres miniers (1978-1979) ; contrat de forage (1971) ; cahier des charges des concessions de mines autres qu'hydrocarbures (1978-1979) : loi, projet de loi, projet de décret, correspondance.

1971-1980

**B-0065380/1 - B-0065380/2**

Domaines forestier et agricole.

1960-1992

**B-0065380/1**

Domaine forestier. - Loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 modifiant le code forestier (1990-1992) ; amélioration des structures forestières (1969-1973) ; forêts de protection (1978) ; espaces boisés (1969-1971) ; suppression des droits dits "de bandite" (1960-1963) ; fonds forestier national (1966-1973) ; sociétés d'investissement forestier (1965-1973) ; rétablissement de crédits suite aux aliénations (1965-1971) ; mesures de protection contre les incendies (1965-1970) ; coupures stratégiques agricoles (1986-1992) : loi, décret, projet de loi, correspondance.

1960-1992

**B-0065380/2**

Domaine agricole. - Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (1960-1985) ; drainage des terres humides (1960-1973) ; protection de la nature (1973-1977) ; camp militaire du Larzac (1981) ; projet de loi sur la propriété d'exploitation (1961) : lois, décret, correspondance.

1960-1985

**B-0065381/1 - B-0065386/2**

Domaine maritime.

1868-1993

**B-0065381/1**

Modalité de gestion des terre-plein conchylicoles (1985) ; mesures de déconcentration dans le domaine maritime (1969) ; répartition des eaux et protection contre la pollution (1868-1964) : travaux préparatoires, correspondance.

1868-1985

**B-0065381/2**

Annualisation des redevances (1973-1975) ; fonds national de garantie contre les calamités agricoles (1975) ; demande de réduction de redevances suite à une épizootie des huîtres (1984-1986) ; comptes d'exploitation dans les départements (1980-1988) ; redevances dans les départements (1961-1986) : correspondance.

1961-1988

**B-0065382/1**

Projet de création d'espace public sur le littoral méditerranéen (1959-1960) ; pourvoi au conseil d'État du comité interprofessionnel de conchyliculture (1983-1985) ; pourvoi en cassation relatif au régime d'autorisation des cultures marines (1983) ; redevance pour prise d'eau sur le domaine fluvial (1960-1974) ; modification de catégorie d'alimentation en eau potable (1983) ; compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (1970) ; classement de la zone des calanques à Marseille et Cassis (1974-1977) ; projet de classement des abords de Cassis et La Ciotat (1981-1989) ; projet de classement des falaises d'Eze (1982) ; projet de classement du site des gorges de la Sioule (1930-1986) : décret, correspondance.

1930-1989

**B-0065382/2**

Commission d'évaluation du régime des autorisations (1983-1986) ; circonscription du service des affaires maritimes (1983-1986) ; recouvrement des redevances par procédé

Service des archives économiques et financières  
mécanographique (1956-1976) ; fixation des redevances des concessions (1927-1982) :  
décret, arrêté, correspondance.

1927-1986

**B-0065383/1**

Informatisation des autorisations d'occupation (1982-1988) ; réglementation des  
concessions (1979-1986) : décret, correspondance.

1979-1986

**B-0065384/1**

Epave du Télémaque (1934-1985) ; trésor de Rommel (1948-1963) ; canal d'Orléans  
(1952-1984) ; pièces d'or découvertes dans l'Yonne (1958-1973) : décret,  
correspondance.

1934-1985

**B-0065384/2**

Pièces d'or découvertes dans l'Yonne : notes, correspondance.

1958-1973

**B-0065385/1**

Port de Dunkerque. - Périmètre du port (1965-1978) ; aliénation d'immeubles (1988-  
1992) ; plate-forme logistique (1991-1993) : loi, décret, correspondance.

1965-1993

**B-0065385/2**

Ports autonomes. - Port du Havre (1965-1992) ; port de Nantes-Saint-Nazaire (1948-  
1983) ; port de Marseille (1965-1971) ; port de Bordeaux (1966) ; port de Rouen (1966-  
1980) ; port de Guadeloupe (1978-1981) : correspondance.

1948-1992

**B-0065386/1 – B-0065386/2**

Domaine du plateau continental (lit de mer et sous-sol des régions sous-marines  
adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une  
profondeur de deux cents mètres ou au-delà jusqu'au point où la profondeur permet  
l'exploitation des ressources naturelles desdites régions).

1964-1981

**B-0065386/1**

Adhésion de la France à la convention du 24 mai 1965 (1964-1965) ; loi n° 68-1181  
du 30 décembre 1968 (1965-1975) : travaux préparatoires, loi, décrets, textes  
d'adhésion, correspondance.

1964-1975

**B-0065386/2**

Fixation des redevances (1965-1976) ; zone maritime 200 miles (1976-1978) ;  
représentation du ministère dans les commissions départementales (1971-1972) ;  
création d'une commission départementale des sites de l'environnement (1979-  
1981) : loi, travaux préparatoires, correspondance.

1965-1981

**B-0065387/1 – B-0065389/1, B-0065393/1**

Fonctionnement et réformes de la direction générale des impôts (DGI).

1940-1991

**B-0065387/1**

Réforme des services fiscaux et des centres départementaux d'assiette (1964-1976) ;  
séminaire interrégional sur les centres départementaux d'assiette (1975-1977) ;  
nouvelles directions des services fiscaux en région parisienne (1975-1983) :  
correspondance.

1964-1983

**B-0065387/2**

Réforme des fonctions domaniales de la direction générale des impôts (1971-1985) ; création et mise en place des centres des impôts fonciers (1976-1983) ; notice et schémas des centres des impôts fonciers (1976-1980) ; articles des notes bleues de Bercy sur le domaine (1981-1987) ; note sur le service des domaines (1986) : correspondance.

1971-1987

Cette cote comprend une note sur l'histoire du château de Chambord.

**B-0065388/1**

Création et mise en place de la direction nationale d'interventions domaniales (DNID) (1964-1974) ; transfert de mission aux directions régionales d'interventions domaniales (1968-1983) ; régionalisation des missions foncières (1971-1973) ; compétence des fonctionnaires de la direction générale des impôts (1962-1970) ; répartition des tâches entre les agents (1964-1967) ; règlement général de la comptabilité publique (1961-1962) : décret, arrêté, correspondance.

1961-1983

**B-0065389/1**

Rôle et compétence des agents de la direction générale des impôts, des directeurs départementaux (1940-1943), des inspecteurs principaux (1978) ; réunion des directeurs régionaux (1979) ; relations directeurs et personnel (1970) ; attribution des directeurs divisionnaires (1968-1972) ; statut des officiers ministériels (1972) ; réforme des échelons de commandement (1962-1970) : décrets, correspondance.

1940-1979

**B-0065393/1**

Livre de procédures fiscales, projet (1963-1979) ; mise à jour (1980-1991) : loi, décret, correspondance.

1963-1991

**B-0065389/2, B-0065390/1, B-0065394/1**

Fonctionnement du service des Domaines.

1949-1991

**B-0065389/2**

Rapport sur le fonctionnement du domaine (1949-1960) ; missions d'enquête sur l'évaluation domaniale (1964-1972) ; programme de contrôle fiscal (1975-1978) ; travaux de la direction de la documentation fiscale (1969-1983) ; rôle du domaine dans les sociétés à objet sportif (1984-1986) ; état de la situation des textes relatifs au domaine (1960-1966) : correspondance.

1949-1986

**B-0065390/1**

Réorganisation des services extérieurs de la direction générale des impôts (1959-1971) ; inclusion du domaine dans la nouvelle organisation des services de l'État (1962-1964) ; réorganisation de la région parisienne (1964-1980) ; incidence du nouveau statut de Paris sur le service des domaines (1976) ; création d'un comité des chefs des services fiscaux de la ville de Paris (1967-1973) ; attributions de la délégation pour la région Île-de-France (1976-1977) ; liste des biens de la ville de Paris transférés au département de Paris (1980) : décret, travaux préparatoires, correspondance.

1959-1980

**B-0065394/1**

Préparation des lois de finance : réponse du service des domaines aux questions de la commission des finances.

1967-1991



**B-0065391/1 - B-0065392/1**

Décentralisation.

1973-1984

**B-0065391/1**

Travaux préparatoires à l'Assemblée nationale (1982) ; travaux préparatoires au Sénat (1977-1982) ; projet de loi sur le transfert des compétences (1978-1983) ; répartition des compétences entre l'État et les collectivités locales (1983) : travaux préparatoires, loi, décret, correspondance.

1977-1983

**B-0065392/1**

Organisation des centres d'impôt à vocation foncière (1973-1980) ; pouvoirs des commissaires de la République (1980-1984) ; projet de loi sur le statut corse (1981-1982) : décret, correspondance.

1973-1984